



Hery et Voahangy Rajaonarimampianina. Dernier geste d'un triomphe trompeur, au Coliseum d'Antsonjombe, le 3 novembre 2018. Après avoir trahi le Mapar et Andry Rajoelina, le couple a été, à son tour, par son entourage proche : Jaobarison Randrianarivony (ayant toujours haï la res politica) est un exemple-type, invisible au Coliseum comme Rolly Mercia (Mercenaire à usages multiples) et Mbola Rajaonah, conseiller spécial occulte qu'il avait "importé" de Toamasina pour travailler dans le palais d'Ambohitsorohitra à Antananarivo

Personnellement, ce qui m'étonne avec Hery Rajaonarimampianina c'est de s'être convaincu qu'après avoir placé Madagascar 4ème pays le plus pauvre du monde derrière le Soudan du Sud, le Malawi et le Burundi, il a profondément cru que le peuple malgache avalerait ses mensonges et voterait pour lui, candidat n° 12, les yeux fermés. Franchement, qu'espérait-il ? Nous ne sommes plus aux temps du parti Psd ni celui de l'Arema durant lesquels l'état était policier. C'est-à-dire qu'aucun écart allant dans le contre-sens des directives du parti au pouvoir, n'échappait à la police idéologico-politique.

Ainsi, avant l'élection présidentielle du 7 novembre, le candidat n° 12 souriait encore lorsqu'il est allé voter au Ceg de Tsimbazaza en compagnie de sa seconde femme (fatale), Voahangy. Le monde entier connaît ses scores, jusqu'ici : il est devenu un... expert-minable. De nombreux lecteurs m'ont demandé quand sortira le tome 2 de son histoire que j'ai rédigé, en commençant par le tome 1 « *Madagascar 2014-2016 : sous le sceau de Lucifer* » (en vente sur Amazon) ? Les gars, ce n'est plus tellement pressé vu ce qui lui est advenu, mais cette suite sortira dans le courant de l'année prochaine sous le titre :

« *Madagascar 2016-2018 : la descente aux enfers* »

. Promis.

Revenons à notre sujet, ce président démissionnaire qui a été maintenu artificiellement au

pouvoir grâce à une Haute cour constitutionnelle à ses ordres. Car elle a réellement utilisé des artifices pseudo-juridiques et considérément inconstitutionnels. Je ne prendrais qu'un exemple : l'histoire du « pacte de responsabilité » (Décret n°24-HCC/D3 du 12 juin 2015) qui n'a jamais été appliqué puisque n'ayant jamais vu le jour. Cette année 2015, ayant fait l'objet d'une motion de censure de la part de députés girouettes (« à géométrie variable » , aurait dit feu le pasteur Richard Andriamanjato) monétisés, Hery Rajaonarimampianina a pu poursuivre son mandat jusqu'à sa démission, le 7 septembre 2018. Mais a-t-il changé pour autant sa mauvaise gouvernance et son non-état de droit ? Bien au contraire. Tout sera narré dans le tome 2 des forfaitures du filoha Hery au pouvoir.

Ce qu'il faut retenir, c'est qu'après avoir été sauvé par le gong constitutionnel de Jean Eric Rakotoarisoa, il a prononcé un discours trop beau pour être vrai, au palais d'Etat d'Iavoloha, le 12 novembre 2015, il y a exactement trois ans. Cela, lors d'un second « dialogue politique » avec l'Union européenne. Extraits :



« (...) Principal pourvoyeur d'aides au monde, l'Union Européenne a fait de 2015, l'année du développement, car le principal objectif demeure l'éradication de la pauvreté et la promotion de la coopération dans le monde. Le dialogue qui s'offre à nous, ce jour, est une opportunité pour échanger sur les priorités de coopération et envisager les voies et les moyens, de pouvoir et de permettre d'en tirer le meilleur profit. Souvenez-vous, lors de notre première session de dialogue politique, nous nous sommes engagés sur trois chantiers, et je voudrais vous les rappeler, trois chantiers de travail prioritaire, à savoir, la mise en œuvre du Plan National de Développement (PND) et la programmation du 11eme FED qui va fixer les grands axes de notre coopération future ; le deuxième chantier, c'est la création des conditions pour la croissance économique et du développement durable et inclusif dans le pays, y compris la sécurité des investissements et la sécurité publique. Et le troisième chantier consiste au renforcement de la bonne gouvernance publique, des droits de l'homme et de l'État de droit, domaines qui ont un impact essentiel sur les autres secteurs. Vous l'avez constaté que nous avons pu mettre en place la Commission Électorale Nationale Indépendante (CENI), qui organise et qui organisera pour la première fois d'ailleurs dans le cadre de sa mission, des élections à la fin de l'année, et tout cela nous permet de vous dire aujourd'hui qu'on s'achemine vers cette stabilité institutionnelle ».

Premier arrêt. Maintenant qu'il a été battu à plate couture, il remet en cause cette même CENI, par des arguments enfantins tout simplement : « Il y a eu de nombreuses irrégularités.

Tout porte à croire que le vote des Malgaches a été dérobé. Cela n'est pas acceptable »

, a-t-il pleurniché récemment. Avec ses scores ridicules, il va donc s'allier à Marc Ravalomanana qui concocte, aujourd'hui samedi 10 novembre 2018, un sale à coup genre forcing de 2002. A mon sens, ces deux ex- se trompent d'époque... Poursuivons le fameux dialogue :

« (...) On sait aussi que le tourisme à Madagascar a pris un sacré revers, avec les problèmes de grèves d'Air Madagascar, et jusqu'à présent, on en subit les conséquences. Par contre, de notre côté, nous avons pris des mesures pour l'ouverture du ciel aérien qui a été toujours là, mais qui n'a pas été mis en œuvre, nous n'avons que donné un petit coup de pouce à cette libéralisation, tout en préservant la souveraineté nationale, l'intérêt de la compagnie nationale, dans la mesure du possible ».

Second arrêt. Air Madagascar, société nationale créée en 1961, est devenue, en réalité, une filiale d'

Air Austral à partir du 18 juillet 2018. A cette date un accord prévoyait que «

l'État malgache rembourse la dette de la compagnie, tandis que pour sa part, Air Austral s'est

engagé à apporter 40 millions de dollars dans le capital d'Air Madagascar. Ceci doit notamment servir à financer des investissements et la modernisation du fonctionnement de la compagnie nationale malgache »

. Où en sommes-nous en ce mois de novembre 2018 ? Est-ce un silence complice -et de quoi exactement- ou pas de nouvelles bonnes nouvelles ? Poursuivons les délires rajaonarimampiens :

« (...) On avait discuté cette année aussi, dans le cadre de la Commission de l'Océan Indien, de l'objectif important de faire de Madagascar le Grenier de l'Océan Indien. C'est un programme important autour de 650 Millions d'Euros, auquel participent différents pays, mais notamment les pays de la zone de l'Océan Indien. Il y a un grand déficit au niveau de l'Océan Indien en matière de produits alimentaires, en matière de produits nécessaires pour l'alimentation au niveau de l'élevage, de la pêche, aussi, tout cela constitue des atouts importants et des marchés importants pour Madagascar ». Je dirais, dans ce volet de « *grenier à riz de l'Océan Indien* »

, comme ma sœur Anne : je ne vois rien venir (jusqu'ici).

« (...) Nous avons aussi déjà commencé les projets de développement au niveau de l'énergie et la transition énergétique est en cours, et on sait très bien qu'il y a des difficultés aujourd'hui au niveau de la fourniture de l'électricité ». *No comment* ? Si : les délestages et coupures se poursuivent aujourd'hui plus qu'hier et bien moins que demain.

« (...) Madagascar s'engage dans une nouvelle voie de son développement avec la mise en œuvre de son Plan National de développement (PND), et je me félicite par conséquent de l'appui de l'UE et de ses états membres, pour le développement de Madagascar. Dans ce cadre, la politique de développement du Gouvernement malgache a connu des avancées depuis notre dernier dialogue. Des réformes ont été engagées pour asseoir une bonne gouvernance, il y a eu des résultats visibles, certains sont dans leur phase de début, mais je pense que ce qui est encourageant, c'est cette volonté qu'on a, d'aller de l'avant ».

